

Communiqué de presse

Évry, le 6 décembre 2011

Transports : le plan de rigueur fait grimper les tarifs

L'augmentation des tarifs des transports au 1^{er} janvier prochain, qui devrait être votée demain au Conseil d'administration du Syndicat des transports en Île-de-France (STIF), est la conséquence directe du nouveau plan de rigueur gouvernemental. Explications.

Le gouvernement a adopté son deuxième plan de rigueur en novembre dernier. Un nouveau tour de vis budgétaire qui devrait réduire encore davantage le pouvoir d'achat des Français. Car une fois de plus, ce sont les classes les moins favorisées, déjà largement sollicitées, qui mettront la main au porte-monnaie.

La hausse de la TVA (elle passe de 5,5% à 7% sur de nombreux produits) aura des incidences sur la tarification des titres de transport, qui subiront une augmentation permettant à l'État de récupérer 50 millions d'euros. 50 millions d'euros qui manqueront au STIF, chargé d'organiser les transports en Île-de-France, pour boucler son budget 2012.

Toute dépense nouvelle du STIF doit s'appuyer sur des recettes nouvelles. Celles-ci proviennent de la contribution des collectivités locales, des usagers et des entreprises, à travers le versement transport (dont le taux est fixé par le Gouvernement). Le STIF a donc été contraint d'impacter à la fois les collectivités (+1,8 % de leur contribution) ainsi que les usagers (+1,5%) afin d'absorber cette dépense nouvelle.

Double peine pour les usagers, donc. Pourtant une autre solution était envisageable : augmenter le versement transport payé par les entreprises. Mais le Gouvernement se refuse toujours à publier le décret correspondant.

Une aberration dénoncée conjointement par Jérôme Guedj, Président du Conseil général de l'Essonne et Administrateurs du STIF, et Francis Chouat, Vice-président du Conseil général chargé des transports. "La manœuvre est subtile : faire porter le chapeau de l'augmentation des tarifs par les collectivités qui financent le STIF, plutôt que d'avoir le courage d'en assumer la responsabilité", explique Jérôme Guedj. "Demain, au STIF, je ne voterai pas une augmentation tarifaire. Je voterai la répercussion mathématique d'une mesure gouvernementale injuste sur le coût des transports pour les Franciliens". "Une fois de plus, ce sont les mêmes qui trinquent, en l'occurrence les usagers et les collectivités", ajoute Francis Chouat.

Une manifestation de la fédération UMP de Île-de-France est par ailleurs attendue ce mercredi devant les portes du STIF. "C'est invraisemblable... Elus et militants UMP viendront protester contre une augmentation tarifaire que leur famille politique a elle-même générée. Je les invite à manifester directement à Matignon ou à l'Élysée contre cette augmentation de la TVA", conclut Francis Chouat.

Contact : Mathieu CUSSOT
Téléphone : 01 60 91 91 47
Portable : 06 77 80 24 72
Télécopie : 01 60 91 91 24
E-mail : mcussot@cg91.fr

